Arrêté du 04/05/22 modifiant l'arrêté du 5 mars 2020 relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques

(JO n° 112 du 14 mai 2022)

NOR: TREP2213285A

Publics concernés : producteurs, metteurs sur le marché et distributeurs d'équipements électriques et électroniques.

Objet : mise à jour des renvois opérés à <u>l'article R. 543-171-3 du code de</u> <u>l'environnement</u>, au regard des modifications apportées par la Commission européenne à <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur au lendemain de sa publication.

Notice : <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques a été modifiée et complétée en tant que de besoin par voie d'actes délégués : dans un souci de transparence et de lisibilité du droit, le présent arrêté met à jour en conséquence les références de ces actes délégués.

Références : l'arrêté est pris en application <u>de l'article R. 543-171-3 du code de l'environnement</u>. Il peut être consulté sur le site Légifrance (https://www.legifrance.gouv.fr).

Vus

La ministre de la transition écologique,

Vu <u>la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011</u> relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, modifiée notamment par <u>la directive (UE) 2017/2102 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2017</u> et les

directives déléguées prises pour son application ;

Vu <u>la directive déléguée (UE) 2022/274 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III</u> <u>de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation de mercure dans les lampes fluorescentes à cathode froide et les lampes fluorescentes à électrode externe à usage spécial ;

Vu <u>la directive déléguée (UE) 2022/275 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation de mercure dans d'autres lampes à vapeur de sodium haute pression à usage général d'éclairage ;

Vu <u>la directive déléguée (UE) 2022/276 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation de mercure dans les lampes fluorescentes (compactes) à simple culot, à usage d'éclairage général ;

Vu <u>la directive déléguée (UE) 2022/277 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, <u>l'annexe III</u> <u>de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption pour l'utilisation du mercure dans les lampes fluorescentes à simple culot (compactes), à usage d'éclairage général, de moins de 30 W et à durée de vie égale ou supérieure à 20 000 h ;

Vu <u>la directive déléguée (UE) 2022/278 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption pour l'utilisation de mercure dans les lampes aux halogénures métalliques ;

Vu <u>la directive déléguée (UE) 2022/279 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation du mercure dans d'autres lampes à décharge à usage spécial ;

Vu <u>la directive déléguée (UE) 2022/280 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation du mercure dans d'autres lampes à décharge basse pression ;

Vu <u>la directive déléguée (UE) 2022/281 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III</u> <u>de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation du mercure dans les lampes fluorescentes à simple culot (compactes) à usage spécial ;

Vu <u>la directive déléguée (UE) 2022/282 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption pour l'utilisation de mercure dans les lampes triphosphore non linéaires ;

Vu <u>la directive déléguée (UE) 2022/283 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III</u> <u>de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation de mercure dans les lampes à vapeur de sodium haute pression qui présentent un indice de rendu des couleurs amélioré destinées à un usage général d'éclairage ;

Vu <u>la directive déléguée (UE) 2022/284 de la Commission du 16 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption pour l'utilisation de mercure dans des lampes fluorescentes linéaires à double culot à usage général d'éclairage ;

Vu <u>la directive déléguée (UE) 2022/287 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative au mercure dans les lampes fluorescentes destinées à d'autres usages généraux d'éclairage et usages spéciaux ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article R. 543-171-3;

Vu <u>l'arrêté du 5 mars 2020</u> relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, modifié par les arrêtés du 9 février 2021, du 25 octobre 2021 et du 28 janvier 2022,

Arrête:

Article 1er de l'arrêté du 4 mai 2022

Le tableau 1 de l'annexe de l'arrêté du 5 mars 2020 susvisé est modifié comme suit :

Après la trente et unième ligne du tableau, sont ajoutées douze nouvelles lignes :

A partir du 1er octobre 2022, <u>Directive déléguée (UE) 2022/274 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation de mercure dans les lampes fluorescentes à cathode froide et les lampes fluorescentes à électrode externe à usage spécial.

A partir du 1er octobre 2022, <u>Directive déléguée (UE) 2022/275 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation de mercure dans d'autres lampes à vapeur de sodium haute pression à usage général d'éclairage.

A partir du 1er octobre 2022, <u>Directive déléguée (UE) 2022/276 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation de mercure dans les lampes fluorescentes (compactes) à simple culot, à usage d'éclairage général.

A partir du 1er octobre 2022, <u>Directive déléguée (UE) 2022/277 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption pour l'utilisation du mercure dans les lampes fluorescentes à simple culot (compactes), à usage d'éclairage général, de moins de 30 W et à durée de vie égale ou supérieure à 20 000h.

A partir du 1er octobre 2022, <u>Directive déléguée (UE) 2022/278 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption pour l'utilisation de mercure dans les lampes aux halogénures métalliques.

A partir du 1er octobre 2022, <u>Directive déléguée (UE) 2022/279 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation du mercure dans d'autres lampes à décharge à usage spécial.

A partir du 1er octobre 2022, <u>Directive déléguée (UE) 2022/280 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation du mercure dans d'autres lampes à décharge basse pression.

A partir du 1er octobre 2022, <u>Directive déléguée (UE) 2022/281 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation du mercure dans les lampes fluorescentes à simple culot (compactes) à usage spécial.

A partir du 1er octobre 2022, <u>Directive déléguée (UE) 2022/282 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption pour l'utilisation de mercure dans les lampes triphosphore non linéaires.

A partir du 1er octobre 2022, <u>Directive déléguée (UE) 2022/283 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation de mercure dans les lampes à vapeur de sodium haute pression qui présentent un indice de rendu des couleurs amélioré destinées à un usage général d'éclairage.

A partir du 1er octobre 2022, <u>Directive déléguée (UE) 2022/284 de la Commission du 16 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption pour l'utilisation de mercure dans des lampes fluorescentes linéaires à double culot à usage général d'éclairage.

A partir du 1er octobre 2022, <u>Directive déléguée (UE) 2022/287 de la Commission du 13 décembre 2021</u> modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, <u>l'annexe III de la directive 2011/65/UE</u> du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative au mercure dans les lampes fluorescentes destinées à d'autres usages généraux d'éclairage et usages spéciaux.

Article 2 de l'arrêté du 4 mai 2022

Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 4 mai 2022.

Pour la ministre et par délégation : Le directeur général de la prévention des risques, C. Bourillet

Source URL: https://aida.ineris.fr/reglementation/arrete-040522-modifiant-larrete-5-mars-2020-relatif-a-limitation-lutilisation